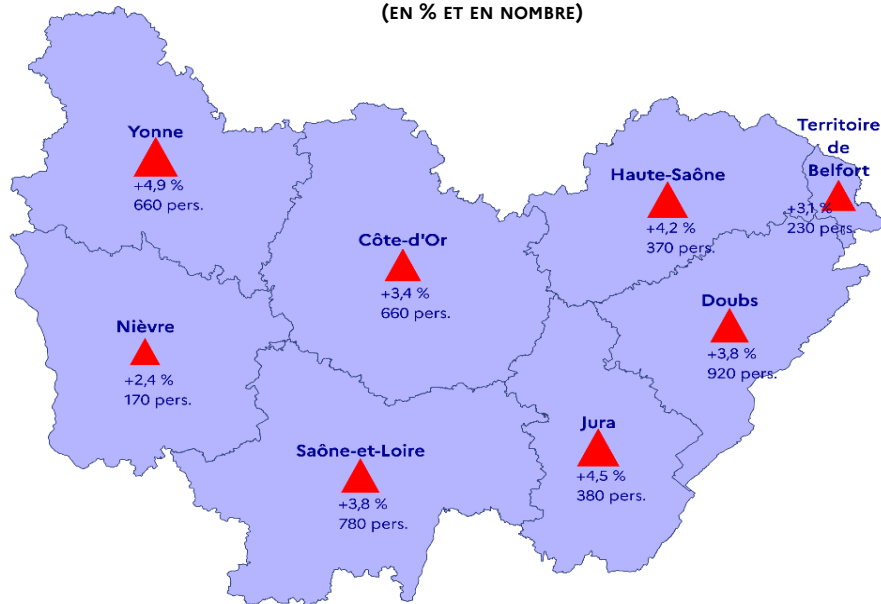


## MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

### ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



**France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :**  
+ 2,8 % par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

#### Au troisième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans le Territoire de Belfort recule de 0,5 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit une perte d'environ 220 emplois. Hors intérim, le commerce, en difficulté depuis 2023, poursuit son repli (-1,3 %), accompagné d'un recul de la demande en intérim (-8,4 %). Dans la construction, les difficultés s'accroissent avec une baisse marquée des effectifs (-1 %) et un recours à l'intérim en retrait (-2,4 %). Du côté des services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, la situation se dégrade également (-0,4 %). Après d'importantes pertes enregistrées en début d'année dans la fabrication de matériels de transport, l'industrie reste orientée à la baisse (-0,4 %). Elle constitue toutefois le seul secteur où la demande en intérim se redresse. Les services marchands perdent des postes (-0,3 %) sous l'effet du repli des effectifs dans les transports-entrepôts et des services aux ménages. Le recours à l'activité partielle recule par rapport au début d'année. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente légèrement de 0,9 % sur un an, soit 40 foyers supplémentaires.

#### Au quatrième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle augmente fortement par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre, surtout dans l'industrie. Sur un an, les défaillances d'entreprises sont en légère baisse menaçant près de 60 emplois. En parallèle, les créations d'entreprises avoisinent leur niveau d'il y a un an, avec environ 110 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégories A, B et C progresse de 1,5 %, une hausse comparable à celle observée en moyenne dans la région. Cette évolution ne traduit pas nécessairement une dégradation de la situation, mais résulte de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. L'inscription automatique des bénéficiaires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion entraîne mécaniquement une hausse du nombre d'inscrits. De plus, la réduction des radiations administratives, liée au nouveau régime de sanctions, accentue ce mouvement.

### ► CHIFFRES CLÉS

#### ● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : 7 650 (+ 3,1 % sur un trim.)

Cat. B, C : 4 640 (- 0,9 % sur un trim.)

Cat. A, B, C : 12 280 (+ 1,5 % sur un trim.)

Cat. A,B,C,D,E : 13 730 (+ 0,4 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : 503

Cat. G : 1 807

#### ● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

9,3 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

+ 0,1 pt par rapport au 2<sup>ème</sup> Trim. 2025

(France métropolitaine : 7,5 % ; + 0,1 pt)

#### ● EMPLOI SALARIÉ

48 180 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

- 0,5 % par rapport au 2<sup>ème</sup> Trim. 2025

#### ● RECOURS À L'INTÉRIM

1 180 intérimaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

+ 1,1 % par rapport au 2<sup>ème</sup> Trim. 2025

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)  
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

[www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr)

Pour toute demande d'information : [dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr)

**4<sup>ème</sup> Trimestre 2025**

# Les inscrits à France Travail

## Tenus de rechercher un emploi

	T4 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
<b>Territoire de Belfort :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	7 650	+3,1	+3,8
Catégories B, C	4 640	-0,9	+2,9
Catégories A, B, C	12 280	+1,5	+3,4
<b>Bourgogne-Franche-Comté :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	113 420	+3,8	+6,8
Catégories B, C	94 190	-1,9	+0,7
Catégories A, B, C	207 610	+1,1	+3,9
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	170 520	+0,8	+2,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

### Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

## Non tenus de rechercher un emploi

	T4 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
<b>Territoire de Belfort :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	590	-18,1	-11,9
Catégorie E	860	0,0	-4,4
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	503	/	/
Catégorie G	1 807	/	/
<b>Bourgogne-Franche-Comté :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 300	-10,2	-5,1
Catégorie E	13 000	+2,8	+0,1
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	14 505	/	/
Catégorie G	21 882	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

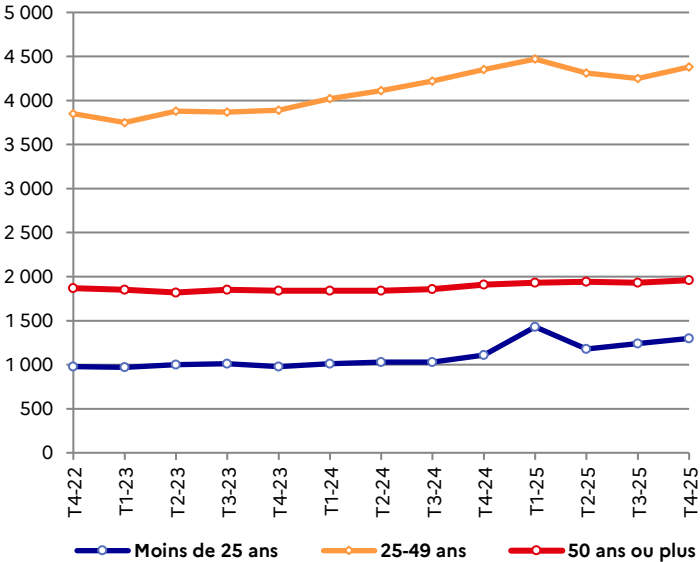
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

## Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	<b>Territoire de Belfort</b>			<b>BFC</b>	
	T4 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
<b>Catégorie A</b>					
<b>Hommes</b>	4 030	+2,0	+3,1	+3,8	+6,7
< 25 ans	700	+4,5	+16,7	+3,4	+24,7
25 - 49 ans	2 310	+2,7	+0,4	+4,8	+4,7
50 ans ou plus	1 020	-1,0	+1,0	+2,0	+1,2
<b>Femmes</b>	3 620	+4,3	+4,6	+3,8	+6,9
< 25 ans	600	+7,1	+17,6	+3,4	+22,4
25 - 49 ans	2 080	+4,0	+1,5	+4,2	+4,9
50 ans ou plus	940	+4,4	+4,4	+3,3	+3,0
<b>Total</b>	7 650	+3,1	+3,8	+3,8	+6,8
< 25 ans	1 300	+4,8	+17,1	+3,4	+23,6
25 - 49 ans	4 380	+3,1	+0,7	+4,5	+4,8
50 ans ou plus	1 960	+1,6	+2,6	+2,6	+2,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



### Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

# Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 380	+1,6	+4,4	+1,1	+4,5
< 25 ans	1 050	+6,1	+18,0	+2,0	+18,2
25 - 49 ans	3 790	+1,1	+2,7	+1,1	+2,8
50 ans et plus	1 540	-0,6	+0,7	+0,5	+1,1
Femmes	5 900	+1,4	+2,3	+1,1	+3,3
< 25 ans	870	+7,4	+20,8	+2,0	+15,7
25 - 49 ans	3 450	+0,6	-0,9	+1,1	+1,7
50 ans et plus	1 580	0,0	+1,3	+0,7	+1,3
Total	12 280	+1,5	+3,4	+1,1	+3,9
< 25 ans	1 920	+6,7	+18,5	+2,0	+17,0
25 - 49 ans	7 240	+1,0	+1,0	+1,1	+2,3
50 ans et plus	3 130	0,0	+1,3	+0,6	+1,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

# Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 660	0,0	-3,3	-0,3	+1,1
DELD :					
1 à 2 ans	2 720	+3,4	+20,9	+4,6	+12,1
2 à 3 ans	1 160	+9,4	+19,6	+2,7	+6,7
3 ans et plus	1 740	-1,1	-1,1	+0,8	+2,1
Total DELD	5 620	+3,3	+12,6	+2,9	+7,5
Part des DELD	45,8%	+0,8 pt	+3,8 pt	+0,7 pt	+1,5 pt

# Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	140	-26	-15,6	-631	-17,8
Fin de mission d'intérim	62	-39	-38,5	-385	-24,0
Démission	32	-17	-34,9	-165	-15,1
Rupture conventionnelle	58	0	0,0	-108	-9,0
Licenc. économique	37	-6	-14,1	0	+0,1
Autre licenciement	68	-1	-1,0	-43	-3,5
Première entrée sur le marché du travail <sup>(1)</sup>	50	-18	-26,8	-222	-22,8
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	189	+13	+7,4	-346	-10,4
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	128	-89	-41,0	-740	-22,7
Autres motifs <sup>(4)</sup>	818	+693	+555,9	+11 967	+802,1
Motif indéterminé	149	+37	+33,0	+647	+37,8
Total	1 731	+547	+46,2	+9 973	+50,2

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

## Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

# Les flux de sorties à France Travail par motif

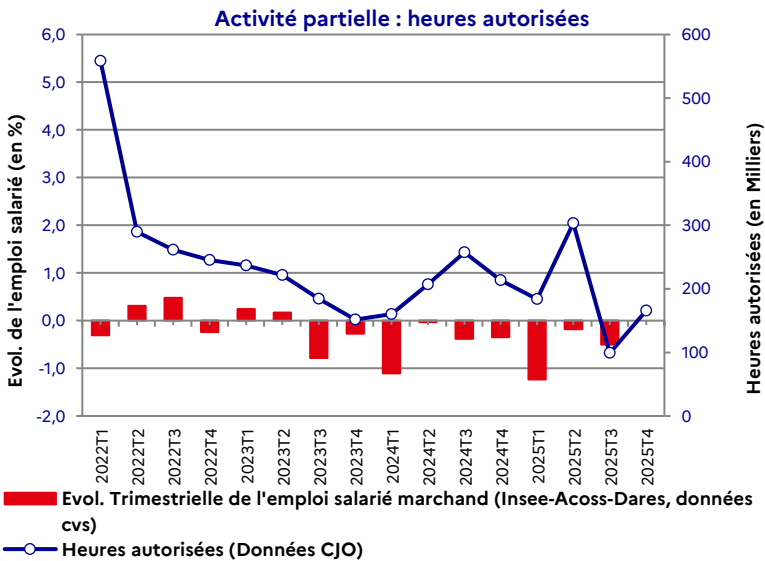
Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée <sup>(1)</sup>	144	+15	+11,4	+349	+15,5
Entrée en stage ou formation	80	-30	-27,2	-498	-22,8
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	131	+28	+26,8	+148	+7,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation <sup>(2)</sup>	1 181	+633	+115,6	+11 232	+121,4
Radiation administrative	8	-121	-94,1	-1 726	-95,1
Autre cas <sup>(3)</sup>	148	+46	+45,6	+1 390	+84,6
Total	1 691	+570	+50,9	+10 895	+57,2

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Activité partielle

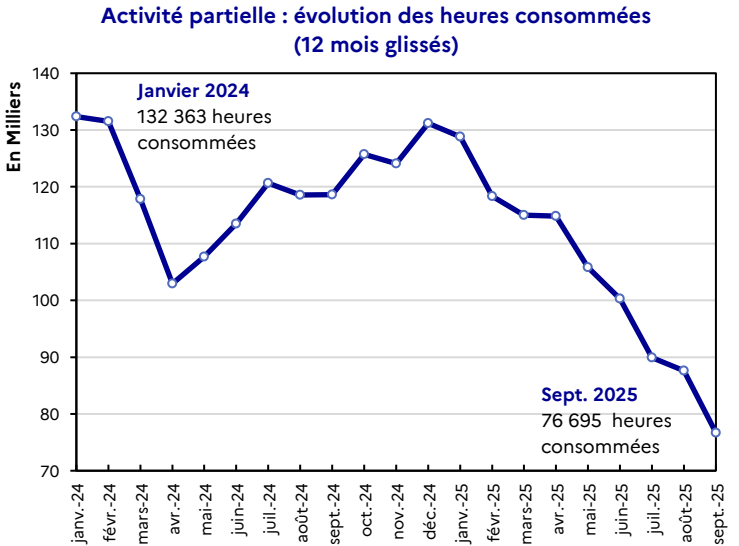
Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T3 2025	T4 2025
Nombre de demandes en cours		24	27
Volume d'heures autorisées		99 022	165 871
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		67 651	143 473
Construction		15 073	6 740
Commerce		106	0
Services		16 192	15 658
Etablissements autorisés		21	22
dont :	étabs de 50 sal. et plus	5	8
Nombre de salariés concernés**		337	763
Total heures autorisées 12 mois glissés		799 660	752 091

Source : DARES/Dreets BFC  
\* corrigées des effets des jours ouvrables  
\*\* en moyenne sur le trimestre



Données brutes		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T2 2025	T3 2025
Nombre d'heures consommées*		16 675	6 482
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		12 104	2 969
Construction		2 362	2 249
Commerce		122	0
Services		2 088	1 264
Etabs ayant consommé des heures		24	15
dont :	étabs de 50 sal. et plus	7	3
Nombre de salariés concernés**		223	65
Total heures consommées 12 mois glissés		100 320	76 695

Source : DARES/Dreets BFC  
\* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.  
\*\* en moyenne sur le trimestre  
**Avertissement :** Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T4 2025	Evol./T4 2024
			(en %)
Nombre de créations d'entreprises		443	+15,4
dont :			
Entreprises individuelles		47	+11,9
Micro-entrepreneurs		332	+22,1
Sociétés		64	-8,6
Cumul sur 12 mois glissés		1 761	+11,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		111	-0,9
Cumul sur 12 mois glissés		491	+2,9

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.  
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).  
**Avertissement :**  
Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.  
Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T4 2025	Evol./T4 2024
			(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		30	-6,3
dont :			
Redressements judiciaires		9	-18,2
Liquidations judiciaires directes		21	+31,3
Nombre d'emplois menacés		56	-48,1
dont :			
Agriculture		s	s
Industrie		s	s
Construction		20	+17,6
Commerce		5	-16,7
Services		30	-41,2
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		112	+1,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE  
n.s. : non significatif  
s : secret statistique

Effectifs salariés par secteur d'activité

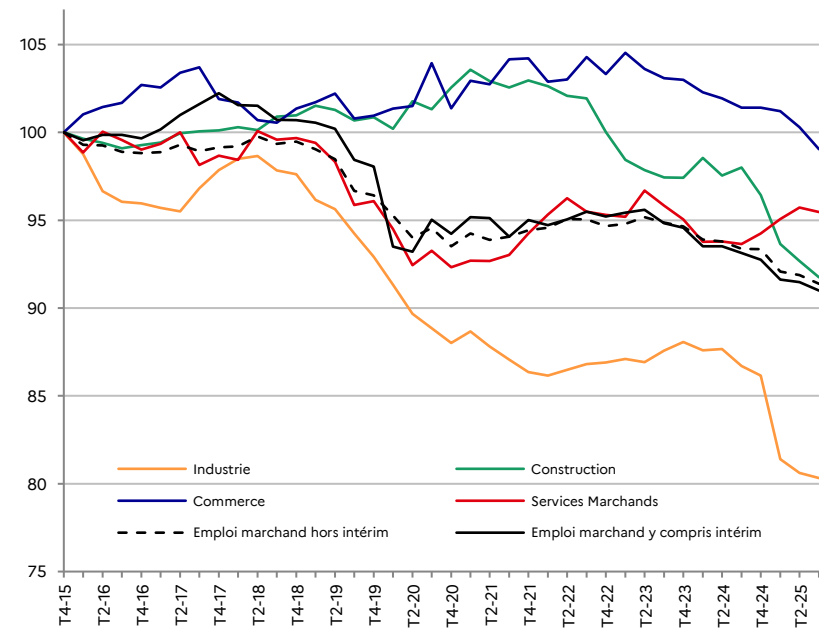
Avertissement :  
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : [https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi\\_note\\_methodo\\_mai\\_2022.pdf](https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf)

Territoire de Belfort  3 <sup>ème</sup> trimestre 2025  (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	110	0	-3,0	+10	+8,2	110	0	-3,0	+10	+7,2
Industrie	6 860	-30	-0,4	-550	-7,4	7 480	-10	-0,2	-580	-7,2
Industrie agro-alimentaire	540	-10	-1,1	0	+0,3	540	-10	-2,2	-10	-2,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	290	0	-0,6	+10	+1,9	300	0	+0,0	+10	+3,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 550	+10	+0,5	+20	+0,9	2 710	+30	+1,3	+70	+2,8
Matériels de transport	730	0	-0,6	-340	-31,9	900	-10	-0,8	-340	-27,6
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	2 750	-30	-0,9	-230	-7,7	3 040	-30	-0,9	-320	-9,5
Construction	2 020	-20	-1,0	-140	-6,4	2 170	-30	-1,5	-140	-6,0
Commerce ; réparation auto.	5 330	-70	-1,3	-130	-2,3	5 440	-60	-1,2	-110	-2,0
Services marchands	12 270	-30	-0,3	+230	+1,9	12 660	-30	-0,3	+180	+1,4
Transports et entreposage	1 770	-50	-2,7	0	+0,0	1 890	-30	-1,7	-10	-0,4
Hébergement et restauration	1 660	+30	+1,7	+80	+4,8	1 670	+20	+1,2	+70	+4,3
Information et communication	780	0	-0,2	-40	-4,5	780	0	-0,2	-40	-4,6
Services financiers	810	0	+0,5	+20	+2,0	810	-10	-1,3	0	+0,2
Services immobiliers	430	0	+0,2	0	-0,8	450	0	-0,7	0	-0,7
Services aux entreprises	5 210	+20	+0,3	+220	+4,4	5 440	+20	+0,4	+220	+4,2
Services aux ménages	1 620	-30	-1,7	-40	-2,4	1 620	-30	-1,7	-60	-3,7
Services non marchands	20 310	-70	-0,4	-140	-0,7	20 320	-70	-0,4	-130	-0,7
Ensemble	46 900	-220	-0,5	-700	-1,5	48 180	-220	-0,5	-780	-1,6

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)  
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)  
Traitement : Drets BFC- SESE  
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

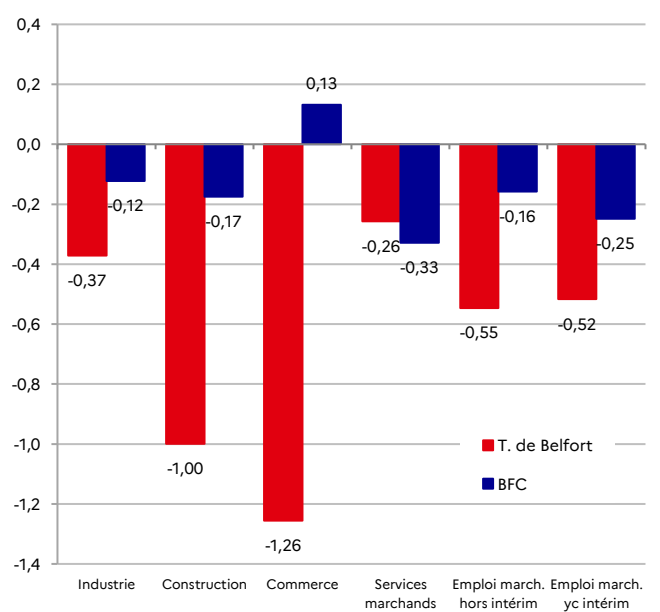
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département  
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional  
(entre le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

# Le recours à l'intérim

## Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort	Intérimaires en fin de trimestre <sup>(1)</sup>			Recours à l'intérim <sup>(2)</sup>		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre <sup>(3)</sup>			Durée moyenne des missions <sup>(4)</sup>	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
3 <sup>ème</sup> trimestre 2025										
(Données CVS)										
Agriculture	s	s	s	0,0	-1,0	s	s	s	s	s
Industrie	630	+9,0	-8,9	8,4	-0,1	600	+5,3	-7,7	2,7	-0,8
Construction	150	-2,4	+2,6	6,8	+0,6	140	0,0	+7,7	3,3	-0,1
Commerce	60	-8,4	-19,1	1,2	-0,3	70	-12,5	0,0	1,2	-0,2
Services	340	-7,7	-20,9	2,7	-0,8	390	+5,4	-15,2	1,5	-0,1
Ensemble	1 180	+1,1	-12,2	4,3	-0,5	1 190	+3,5	-9,8	2,2	-0,4

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

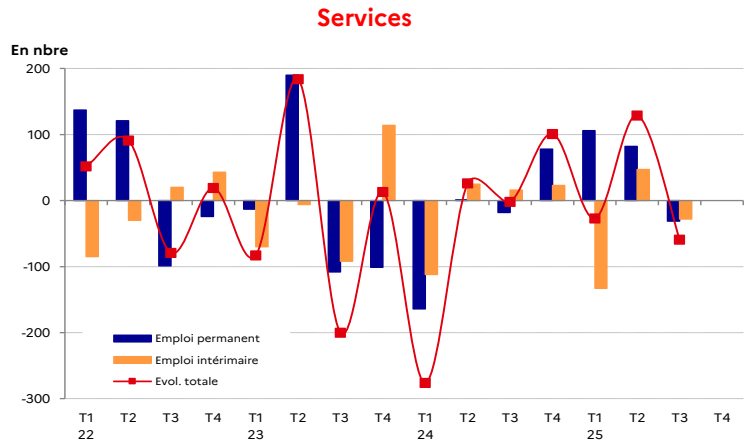
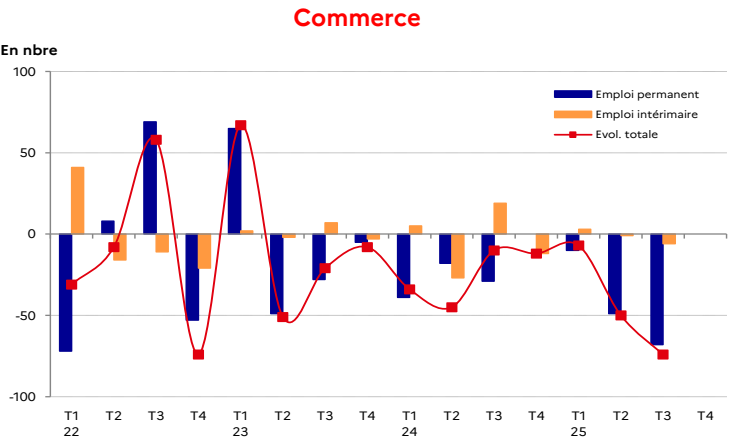
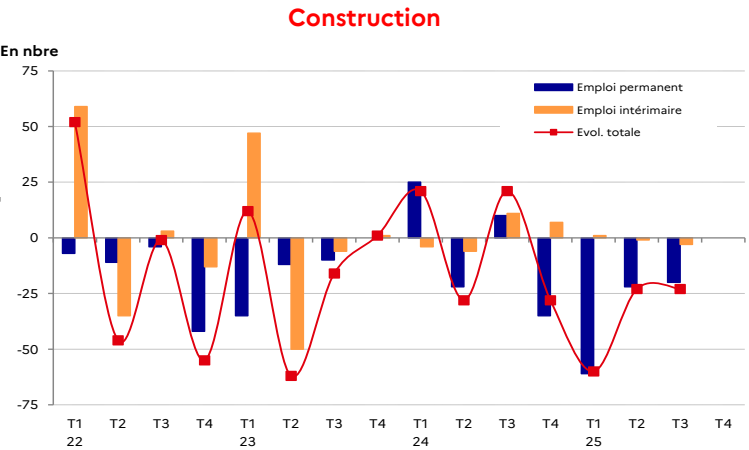
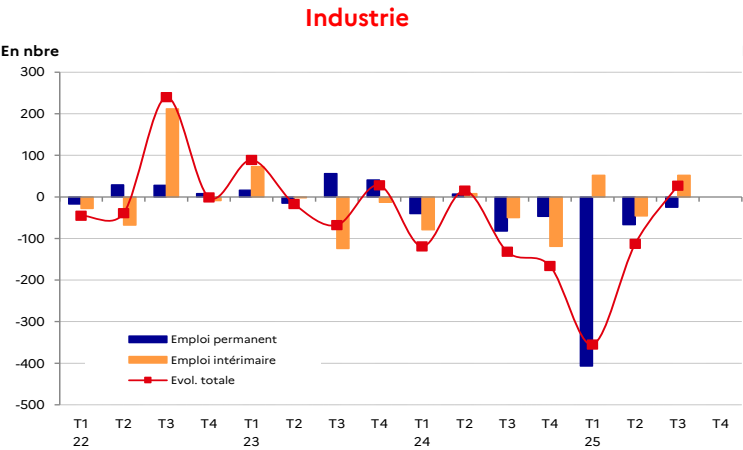
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

## Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

# Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3 <sup>ème</sup> trimestre 2025						
Embauches		503	251	1 331	7 210	9 295
Répartition en %		5,4	2,7	14,3	77,6	100,0
dont en % :						
CDD		69,2	71,7	78,4	86,8	84,2
< 25 ans		62,2	57,4	66,5	38,7	44,4
25 - 49 ans		30,4	32,7	23,2	40,6	37,3
50 - 54 ans		2,8	4,8	3,2	7,1	6,2
55 ans ou plus		4,4	5,2	6,6	13,6	11,8
Femmes		34,8	10,4	50,4	68,1	62,2
Sorties		542	286	1 421	7 554	9 803
Répartition en %		5,8	3,1	15,3	81,3	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		59,2	64,7	69,7	84,3	80,2
dont CDD < 1 mois		22,7	22,7	53,8	77,7	71,1
Démissions		13,7	17,1	13,7	6,8	8,4
Licenciements économiques		0,0	0,7	0,1	0,2	0,2
Licenc. non économiques		10,0	5,9	6,0	3,0	3,9
Retraite		1,8	2,8	0,7	0,5	0,7
Ruptures Conventionnelles		7,0	3,8	2,9	1,6	2,2
< 25 ans		57,7	47,2	65,3	38,3	43,5
25 - 49 ans		31,0	42,7	24,1	40,0	37,3
50 - 54 ans		3,1	2,4	4,1	7,1	6,3
55 ans ou plus		8,1	7,7	6,3	14,5	12,8
Femmes		36,0	8,7	53,3	66,7	61,4

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 69,2 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 0 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,2 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

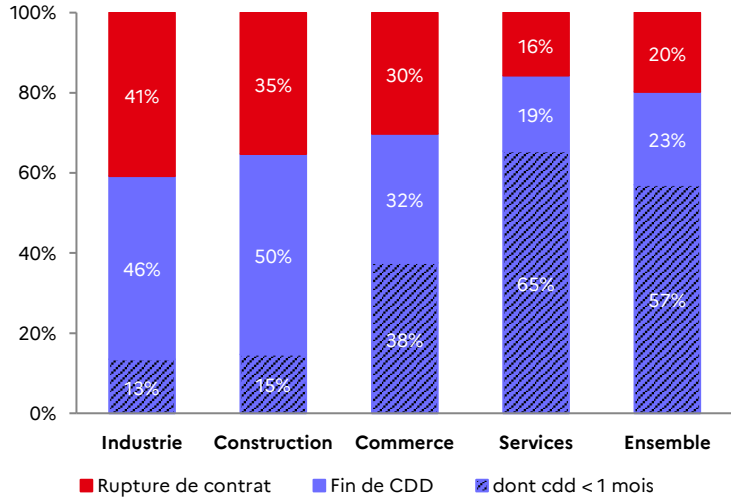
### Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

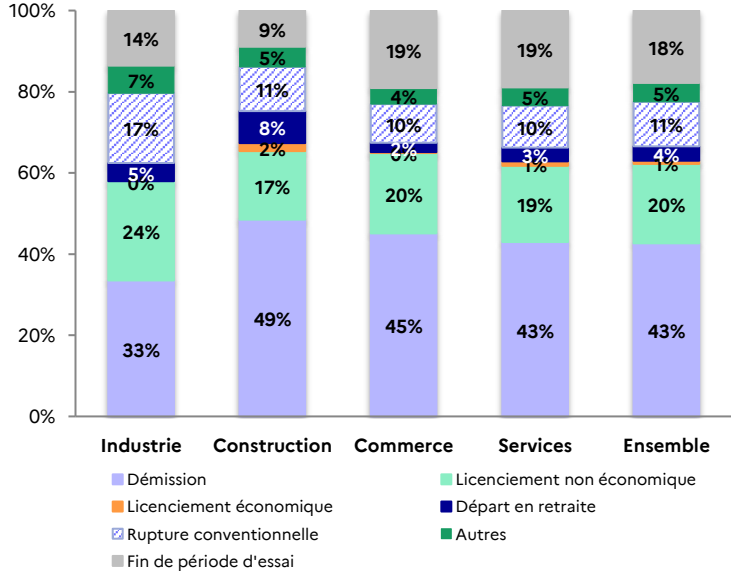
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 38 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3 <sup>ème</sup> trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		11,0	57,0	14,4	17,6	51,2	29,5
Embauches		4 131	3 470	579	1 101	5 783	2 460
dont en % :							
CDD		87,4	78,0	86,5	90,5	87,5	89,3
Sorties		4 268	3 658	620	1 250	6 015	2 581
dont en % :							
Fins de CDD		84,0	75,3	81,6	81,0	84,5	86,6
dont CDD < 1 mois		63,6	74,6	80,6	83,3	76,5	70,1
Démissions		7,1	12,0	6,5	3,8	7,0	6,3
Licenciements économiques		0,0	0,2	0,6	0,5	0,2	0,0
Licenc. non économiques		4,3	3,6	3,2	3,7	2,8	3,1
Retraite		0,0	0,0	0,0	5,5	0,5	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,7	3,6	3,2	2,6	1,7	0,7

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,5 % ont signé un CDD.



# L'emploi frontalier

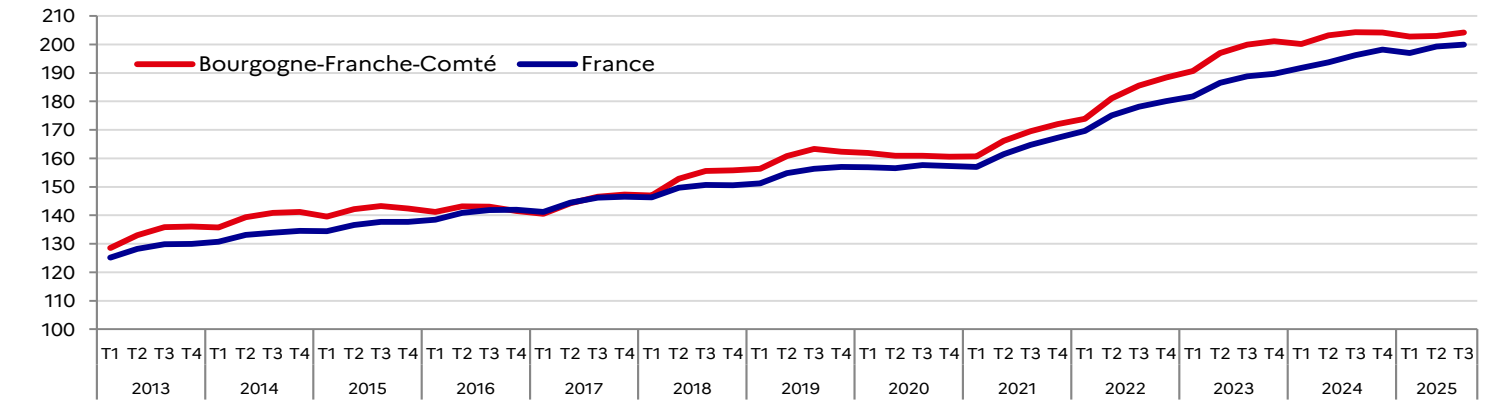
## Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	223 470	22,6	-0,5	-2 010	-0,9	250	0,5	+2,0	-9	-3,5
Doubs	230 293	197 150	19,9	-0,2	-1 870	-0,9	34 162	71,0	+0,6	-5	-0,0
Jura	107 034	87 400	8,8	-0,1	-320	-0,4	7 858	16,3	0,0	+47	+0,6
Nièvre	71 592	63 870	6,5	-0,3	-590	-0,9	27	0,1	+8,0	+4	+17,4
Haute-Saône	93 962	68 360	6,9	-0,1	-460	-0,7	807	1,7	+2,2	-6	-0,7
Saône-et-Loire	214 640	191 530	19,4	-0,2	-2 600	-1,3	256	0,5	+2,0	+14	+5,8
Yonne	128 463	109 470	11,1	-0,3	-220	-0,2	42	0,1	+5,0	+5	+13,5
Territoire de Belfort	55 890	48 180	4,9	-0,5	-780	-1,6	4 736	9,8	+1,3	-73	-1,5
<b>BFC</b>	<b>1 130 545</b>	<b>989 450</b>	<b>100,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-8 860</b>	<b>-0,9</b>	<b>48 138</b>	<b>100,0</b>	<b>+0,6</b>	<b>-23</b>	<b>-0,0</b>

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

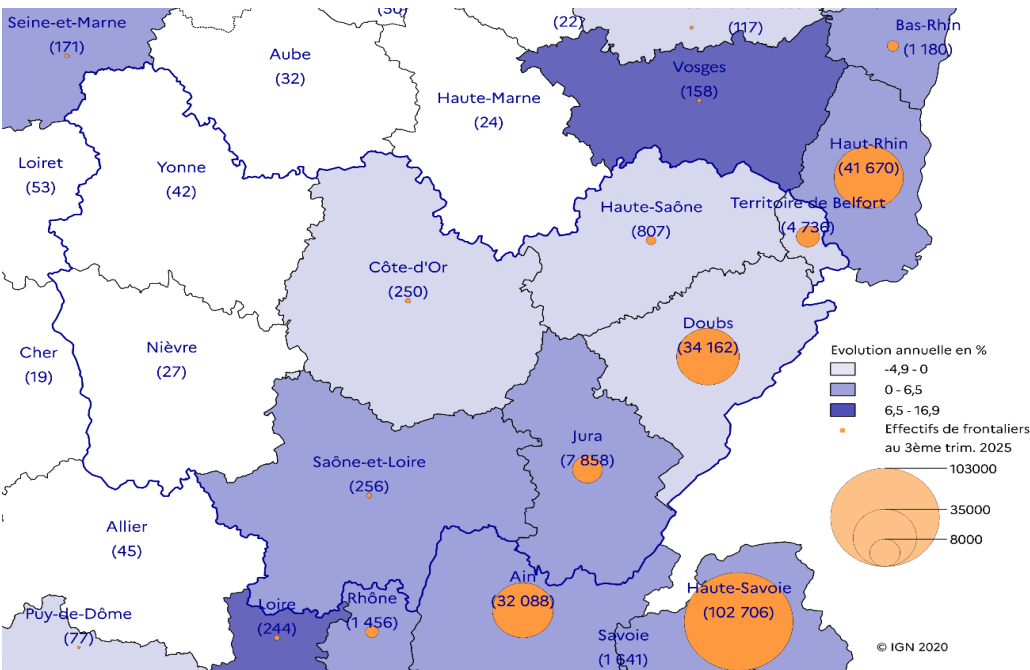
## Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

## Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



**Lecture :** L'emploi frontalier vers la Suisse est stable dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 162 travailleurs frontaliers vers la Suisse.  
**Champ :** Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.  
**Source :** Office Fédéral de la Statistique



# Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

## Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T4	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 24	cumul 2024
<b>Mesures d'accompagnement :</b>				
<b>PACEA</b>	<b>235</b>	<b>777</b>	<b>-5,0</b>	<b>+20,2</b>
dt résidents QPV	69	125	-49,6	-28,9
<b>CEJ*</b>	<b>158</b>	<b>554</b>	<b>+6,9</b>	<b>+6,4</b>
<b>Contrats aidés (prescriptions) :</b>				
<b>PEC dont :</b>	<b>15</b>	<b>62</b>	<b>-60,3</b>	<b>-57,3</b>
jeunes	6	27	-43,8	-49,6
seniors	s	13	-67,5	-57,9
bénéficiaires RSA	8	24	-64,2	-54,7
DELD	s	17	-75,7	-63,7
TH	s	5	-58,3	-55,7
résidents QPV	s	6	-73,9	-55,0
<b>Alternance :</b>				
<b>Contrat apprentissage (au 3T 2025)</b>				
- secteur public	42	44	-31,3	-14,3
- secteur privé	975	1 071	-2,1	-2,0

\* Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

## Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 2024
Côte d'Or	320	591	-22,9
Doubs	542	969	+2,4
Jura	255	514	-8,2
Nièvre	203	388	+0,8
Haute-Saône	190	311	-15,3
Saône-et-Loire	412	839	+0,5
Yonne	390	677	-7,5
Territoire de Belfort	122	247	-8,2
<b>BFC</b>	<b>2 434</b>	<b>4 536</b>	<b>-6,7</b>

### Sources des tableaux :

**Entrées :**  
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP, calculé au lieu d'exécution du contrat  
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP  
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP  
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur  
IAE : ASP, traitement Dares

**Stock :**  
PEC : DARES, calculé au lieu d'exécution du contrat  
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté  
IAE : ASP, traitement Dares

## Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T4	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	T4 2024	T4 2024
<b>Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :</b>			
<b>PEC</b>	<b>37</b>	<b>-66,1</b>	<b>-69,3</b>
<b>Mesures d'accompagnement :</b>			
<b>PACEA</b>	<b>777</b>	<b>+24,3</b>	<b>+28,1</b>
<b>CEJ*</b>	<b>208</b>	<b>+34,8</b>	<b>-2,8</b>
<b>IAE (au 2T 2025)</b>	<b>439</b>	<b>-8,7</b>	<b>-3,3</b>

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.  
Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023](#)

# Les prestations de solidarité et d'insertion

## Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 <sup>ème</sup> trimestre 2025	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2025)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	10 307	+5,5	38 650	0,0	9 277	+1,0	1 550	+13,4
Doubs	12 867	+2,8	33 060	-0,4	10 380	-0,6	1 737	+18,1
Jura	3 497	+1,6	15 463	-0,9	5 540	-0,5	627	+16,8
Nièvre	5 623	+0,1	13 550	-1,4	6 560	+0,4	777	+11,0
Haute-Saône	3 957	-0,8	15 013	-1,4	6 050	0,0	887	+6,8
Saône-et-Loire	9 243	-1,4	36 467	-1,2	12 927	+1,0	1 703	+3,7
Yonne	8 730	+1,0	23 113	-0,5	7 593	-3,3	1 243	+17,3
Territoire de Belfort	4 160	+0,9	9 527	-0,7	2 907	+5,8	673	+13,5
BFC	58 384	+1,6	184 843	-0,7	61 234	+0,1	9 197	+12,2

\* Moyenne trimestrielle.

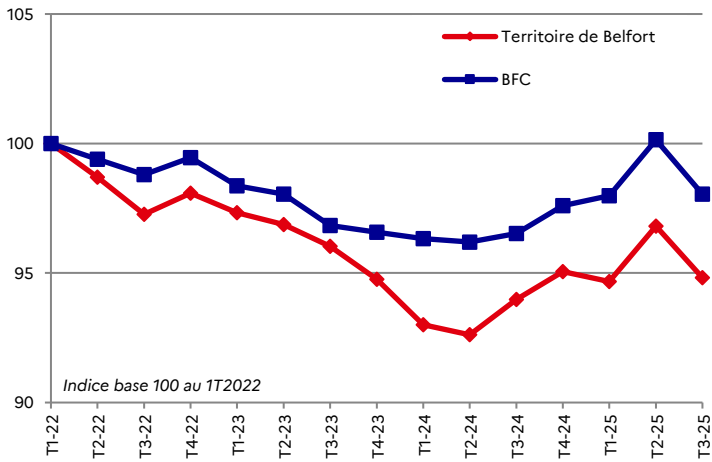
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**  
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**  
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

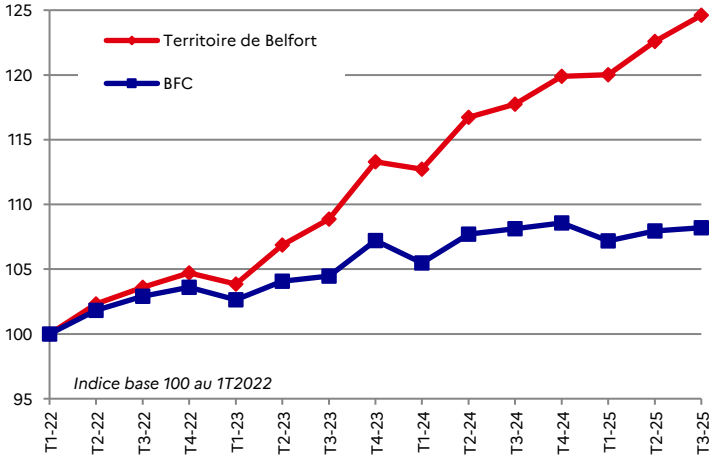
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**  
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

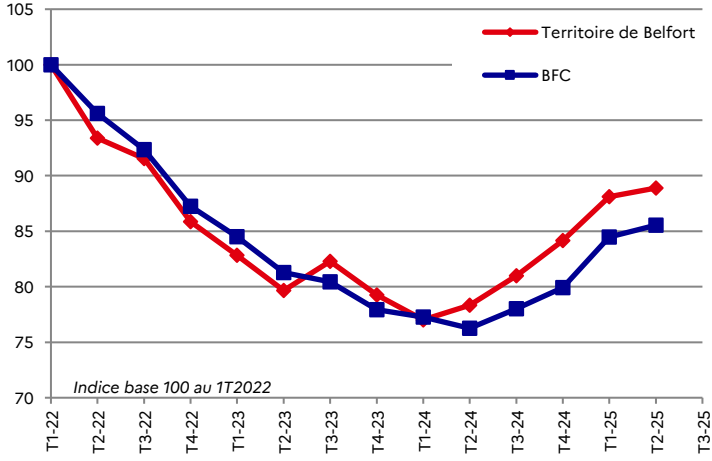
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

